

question. L'honorable député de Skeena pose maintenant une question supplémentaire.

* * *

LE BUDGET

LA DATE DE L'EXPOSÉ

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre des Finances une question relative à un sujet qui le préoccupe, j'en suis certain, jour et nuit. Peut-il dire à la Chambre quand il va présenter son premier budget qui, j'espère, sera aussi le dernier?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Je ne saurais le dire, monsieur l'Orateur, mais je puis assurer au député que nous tiendrons aussi longtemps que lui.

M. Howard (Skeena): Je voudrais poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. La question supplémentaire du député n'avait pas de rapport avec la question précédente. Je suis fâché que sa question n'ait pas fait suite à celle qu'avait posée le très honorable député de Prince-Albert. Je donne la parole au député du Yukon, qui semble vouloir revenir sur ce dernier sujet.

* * *

LES PARCS NATIONAUX

LE RENVOI À UN COMITÉ DU PROJET DE CRÉATION DE PARCS NORDIQUES

M. Erik Nielsen (Yukon): Monsieur l'Orateur, j'ai été ravi d'entendre le ministre dire qu'on tenait des audiences publiques sur la question des empiétements de l'entreprise privée dans la région du lac Louise du parc national de Banff. Voudrait-il saisir le comité permanent des Affaires indiennes et du Nord canadien de la question des trois parcs nationaux nordiques dont il a annoncé la création récemment, de façon que les amis de la nature et les représentants de l'industrie puissent se faire entendre en ce qui a trait au tracé des limites de ces parcs et à d'autres problèmes connexes?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, les prévisions budgétaires de mon ministère seront déferées au comité bientôt, et si les honorables députés veulent alors me poser des questions à ce sujet-là, il me fera grand plaisir d'y répondre.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LES CONFLITS D'INTÉRÊT CHEZ CERTAINS MEMBRES DU CONSEIL DES SUBVENTIONS AU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

[Traduction]

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, ma question découle vraiment de celle qu'a posée le député de Regina-Est. En l'absence du ministre de l'Expansion économique régionale, puis-je la poser au premier ministre suppléant. Est-ce qu'il pourra nous dire s'il n'y a pas un conflit d'intérêts entre les crédits de plus de

\$12 millions octroyés par le MEER aux sociétés Falconbridge Nickel Mines, IBM, Union Carbide et Westinghouse et le fait que ces sociétés aient annoncé qu'elles allaient retenir des tables au gala que les Libéraux donnent aujourd'hui à Toronto pour recueillir des fonds?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député sait certainement que la formulation de sa question n'est pas conforme au Règlement. La parole est au député de Prince Edward-Hastings.

L'hon. M. Hees: Merci, monsieur l'Orateur. Celui à qui j'allais poser ma question, le ministre de l'Expansion économique régionale, s'est enfui de la Chambre. J'attendrai.

* * *

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LA LIBÉRATION DE M. YVES GEOFFROY DU PÉNITENCIER DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL—LA QUESTION D'UNE NOUVELLE INSTRUCTION

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, l'autre jour, le procureur général du Canada a pris l'une de mes questions en note.

Une voix: Hourra!

M. Woolliams: Je lui avait demandé si on avait fait directement ou indirectement auprès de lui des démarches au sujet d'un nouveau procès pour Geoffroy, à certaines conditions. Je le répète, il a pris ma question en note. Je lui demande maintenant si on a fait des démarches auprès de lui indirectement, par l'intermédiaire de l'un de ses associés ou de quelqu'un d'autre, et de quelle manière? Était-ce au téléphone, ou lors d'un rendez-vous dans son bureau? Dans l'affirmative, qui était avec lui, et de quelle manière a-t-on fait ces démarches?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, le terme «indirectement», tel que l'emploie le député, peut prêter à confusion, même si c'est, je crois, le terme qu'avait employé ce dernier dans sa première question. Le sens de ma réponse d'alors était qu'à l'époque, je n'avais pas connaissance personnellement de démarches de cette nature. J'ai depuis vérifié la chose auprès de mon ministère, et il n'a reçu aucune communication à ce sujet. Donc, personne ne s'est mis en rapport avec mon ministère ou avec moi-même à cet égard.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, l'autre jour, j'ai demandé si le solliciteur général—et je me rends compte des subtilités de la question—s'était mis en rapport avec le ministre de la Justice, car il a dit que quelqu'un avait fait des démarches auprès de lui. Je veux que le ministre me dise, par votre intermédiaire, monsieur l'Orateur, s'il y a eu une conversation à ce sujet, en quoi elle a consisté, et qui a fait des démarches auprès des ministres de la Couronne en question.

L'hon. M. Lang: Monsieur l'Orateur, si je ne m'abuse, le solliciteur général a déjà répondu à cette question. Pour ce qui est d'une conversation entre nous, et bien que normalement nous ne donnions pas d'indications quant aux entretiens qui ont lieu entre les membres du Conseil privé sur des questions comme celle-là, je peux vous affirmer que la réponse est négative, et qu'il n'y a pas eu de conversation entre le solliciteur général et moi-même.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser à son secrétaire parlementaire une question au sujet d'une